

Le catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°122 - Juillet 2023

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

PROJETONS-NOUS DANS UNE INDUSTRIE DU FUTUR...

Franco Manfré, Président de France Chimie Île-de-France

Nous voici au terme du premier semestre 2023 marqué à France Chimie Île-de-France par des temps forts partagés avec un grand nombre d'entre vous.

Vous avez ainsi été nombreux à participer au succès de la 20^{ème} édition du « Village de la Chimie », honoré par la présence de Gérard Larcher, Président du Sénat et Marie-Do Aeschlimann, Vice-présidente de la Région.

Nous avons également reçu sur le stand animé par notre équipe à la « Fête des métiers, de l'orientation et de l'alternance », Carole Grandjean, ministre déléguée en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnelle.

Nous avons enfin tenu notre Assemblée Générale dans des conditions exceptionnelles chez Seppic.

Celle-ci a élu Franco Manfré, Directeur Recherche et Développement de Seppic, à la Présidence de notre organisation qui succède ainsi à Pierre-Etienne Dehon dont nous tenons à saluer ici chaleureusement l'engagement.

Elle nous a permis aussi de commenter les très bons résultats de l'enquête de satisfaction (voir ci-après) réalisée auprès de vous. Vos retours constituent un bel encouragement et soyez assurés de notre volonté de poursuivre demain nos actions avec la même vitalité.

Sur ce dernier point nous sommes heureux de vous confirmer que nos Trophées « Chimie Responsable » dédiés à la promotion de vos initiatives les plus avancées en matière de santé, sécurité, environnement, ou RSE se présentent bien. De très beaux dossiers ont été soumis à l'appréciation du jury et nous devrions à nouveau avoir des lauréats très innovants récompensés le 23 novembre prochain à Orléans.

Encore une fois « le meilleur moyen de prévoir le futur c'est de le créer ! »

Gilles le Maire
Délégué Général

Au cours des dernières années nous avons pu à plusieurs reprises affirmer combien la Chimie et l'ensemble des sciences dites « dures » allaient jouer un rôle essentiel pour répondre à nos principaux enjeux sociétaux et environnementaux :

- Développer une chimie responsable et durable n'est plus aujourd'hui une option mais une nécessité bien ancrée pour l'ensemble des acteurs de l'industrie chimique ;
- Contribuer à la décarbonation notamment avec un choix éclairé des intrants et le développement de procédés performants intégrant l'écoconception, leur intensification et l'efficacité énergétique comme facteurs clés de succès dans la démarche de réindustrialisation de nos territoires ;
- Promouvoir l'économie circulaire en « redonnant vie » à des matériaux ou des intermédiaires clés grâce notamment à des innovations technologiques aux interfaces de la chimie, des biotechnologies et de la biologie synthétique ;
- Accélérer la digitalisation dans tous nos métiers, et quelle que soit la taille des entreprises, afin de renforcer notre compétitivité et notre créativité notamment en élargissant notre terrain de jeu exploratoire par l'analyse des données dès les phases amont de la recherche ;

- Accompagner les évolutions réglementaires et en faire des avantages compétitifs.

Profitons de ce nouvel élan pour accompagner l'enseignement des sciences dans les écoles, continuer à faire la promotion de la Chimie qui reste la « mère de toutes les sciences » (Marcellin Berthelot) et se projeter dans une industrie du « futur » responsable, sûre et performante.

Continuons aussi à travailler étroitement avec le Conseil Européen des Fédérations de l'Industrie Chimique (CE-FIC) pour partager la vision d'une Chimie Européenne forte, ambitieuse et responsable.

Toutes ces approches prendront pleinement leur sens si nous savons les soutenir et les accompagner pour que l'ensemble des consommateurs et concitoyens en perçoivent concrètement la performance et les progrès associés.

Nous avons une belle opportunité de passer d'un mode défensif de notre profession à un esprit de conquête collaboratif car une grande partie des enjeux environnementaux et sociétaux à résoudre passera certes par un mode

de consommation différent avec à la fois une certaine sobriété mais aussi par le besoin de progrès partagés qui devra s'appuyer sur des solutions technologiques à fort degré d'innovation où la Chimie (et les autres sciences) auront un grand rôle à jouer.

“
**Passons d'un
mode défensif à un
esprit de conquête
collaboratif !**
”

Comme le rappelait Gérard Larcher, Président du Sénat, lors de l'inauguration de l'édition 2023 du « Village de la Chimie et des sciences de la vie » : « il faut bâtir la confiance dans le progrès ! »

En succédant à Pierre-Etienne Dehon, en tant que nouveau Président de France-Chimie Île-de-France, cette reconstruction de la confiance dans les sciences et le progrès sera l'un de mes premiers engagements tout en poursuivant les actions déjà engagées par ce dernier afin de continuer à soutenir notre industrie avec nos adhérents et en parfaite cohérence avec l'ensemble des entités régionales et nationale de France Chimie.

Bel été à tous !

MERCI POUR VOTRE FIDÉLITÉ ET VOTRE SOUTIEN !

Nous nous sommes attachés depuis plusieurs années à optimiser la qualité des services à votre disposition. Pour apprécier votre niveau de satisfaction nous avons envoyé il y a quelques semaines une enquête de satisfaction.

45% des entreprises adhérentes ont participé à cette enquête !

Nous les remercions chaleureusement ainsi que pour les appréciations et commen-

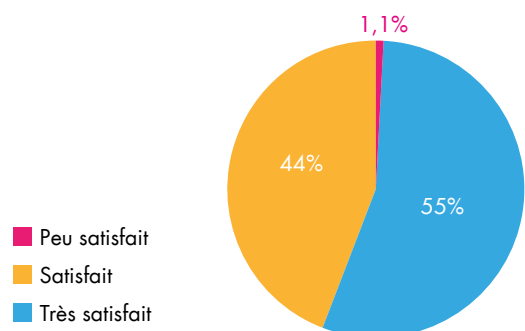
taires largement positifs sur l'ensemble de nos prestations et actions. Nous vous invitons à prendre connaissance, ci-dessous, de la synthèse des résultats de cette étude.

REPÈRE

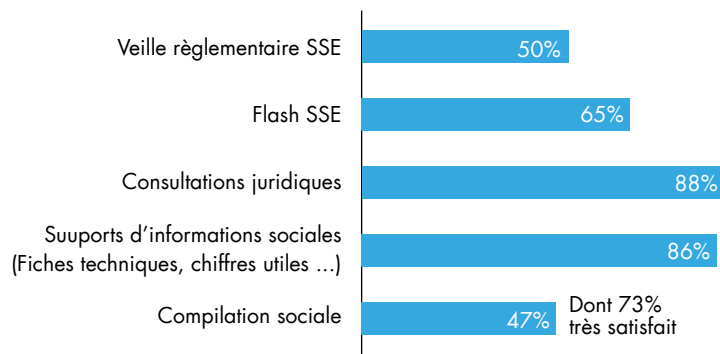


Consultez l'ensemble des résultats sur www.chimie-idf.fr

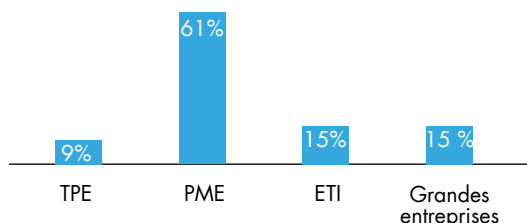
OPINION SUR LES ACTIONS ENGAGÉES PAR FRANCE CHIMIE IDF



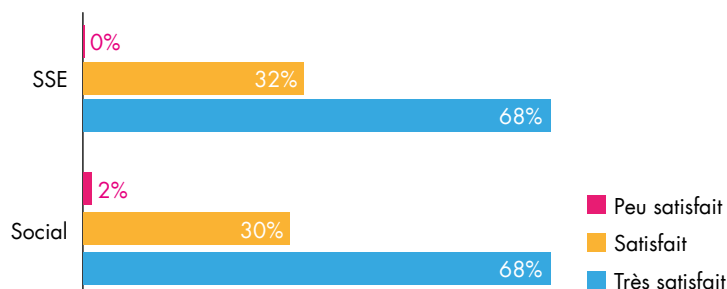
SUPPORTS UTILISÉS AU QUOTIDIEN



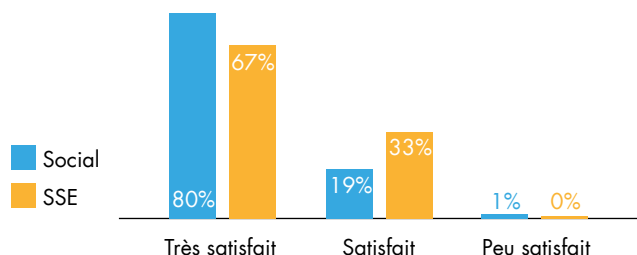
CONSULTATION EN FONCTION DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE



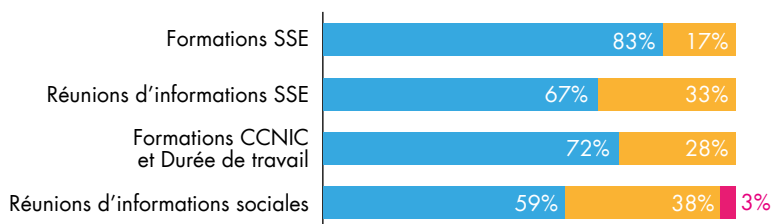
SATISFACTION SUR LES SUPPORTS UTILISÉS



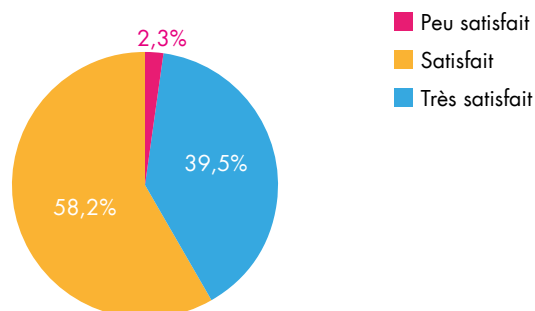
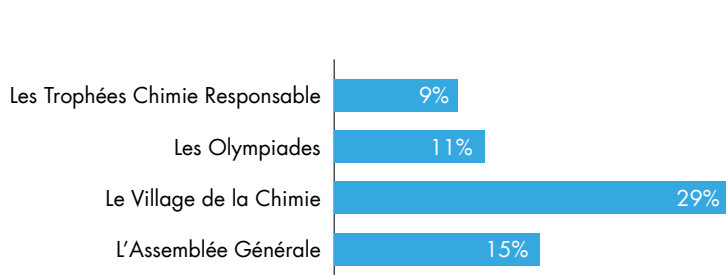
SATISFACTION SUR LES SERVICES RENDUS



SATISFACTION SUR LES SERVICES RENDUS



PARTICIPATION ET AVIS SUR LES GRANDS ÉVÈNEMENTS



Au cours des trois dernières années, les autorités compétentes de cinq pays européens, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, ont préparé une proposition de restriction couvrant plus de 10 000 composés plus ou moins persistants et aux profils toxicologiques différenciés. Le projet de restriction a été rendu publique le 7 février 2023.

L'objectif de la proposition de restriction est de mettre un terme à la fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation de l'ensemble des PFAS dès lors qu'il existe des solutions de rechange techniquement et économiquement réalisables. Pour organiser cette disparition programmée, différents types de dérogations seront possibles :

- Des dérogations d'une durée variable (18 mois, 5 ans, 12 ans) en fonction des possibilités de substitution et des besoins de développement de ces alternatives ;
- Un certain nombre de dérogations, non limitées dans le temps, seront accordées aux PFAS dont les utilisations sont déjà couvertes par des

réglementations sectorielles (ex : médicament,).

CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

La publication de la proposition de restriction marque le début de la phase d'évaluation du dossier par les comités scientifiques de l'ECHA, le RAC pour l'évaluation des risques et le SEAC pour l'analyse socio-économique. Pour appuyer l'élaboration des avis du RAC et du SEAC, une consultation de six mois a débuté le 22 mars, afin de recueillir les commentaires des parties prenantes concernées.

Une fois les avis adoptés, ils seront envoyés à la Commis-

sion européenne qui prendra une décision finale sur une éventuelle restriction, aux côtés des États membres. La restriction ne deviendra donc réalité qu'en 2026 ou 2027, au plus tôt.

APPEL DE FRANCE CHIMIE

France Chimie soutient un encadrement proportionné et différencié des PFAS et demande que la restriction :

- se focalise en priorité sur les substances qui sont les plus préoccupantes car connues comme dangereuses ou « *of concern* » pour la santé humaine et l'environnement ;
- exclut les PFAS déjà réglementés par d'autres législations (F-Gas, SST, restriction microplastiques...) ;
- différencie les PFAS utilisées pour applications industrielles (équipements de protection et pour milieux agressifs, in-

termédiaires dans les procédés de fabrication...) des autres usages consommateurs ;

- définisse des critères de comparaison des solutions technologiques actuelles avec les éventuelles solutions de substitution.

France Chimie appelle ses adhérents à participer activement au processus de consultation. Au vu des dates de réunions des comités scientifiques de l'ECHA, il est recommandé d'envoyer :

- d'ici la fin juillet, des informations liées au risque pour l'évaluation du RAC (Danger, évaluation initiale des émissions/exposition, OC/RMM existants, Caractérisation et évaluation des risques)
- d'ici mi-août, des données sur l'impact socio-économique pour le SEAC.

Joséphine Reinaud
Responsable Management des produits/REACH
France Chimie

SÉCURITÉ

TRANSPORT DE PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX : PRÉVENIR LES RISQUES !

Le transport de produits chimiques dangereux représente un risque important pour la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement.

Les réglementations ADR, IATA, IMDG, ADN, RID* (route, air, maritime, fluvial et ferroviaire) sont là pour donner un cadre juridique permettant de minimiser les risques.

OBLIGATION DE L'EXPÉDITEUR

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont un outil essentiel pour prévenir les risques.

La FDS est un document obligatoire pour tous les produits chimiques dangereux. Elle fournit des informations sur les dangers que présentent les substances et mélanges dangereux, les mesures à prendre en cas d'accident de déversement, les précautions à prendre lors de la manipulation et du transport, ainsi que les mesures de protection nécessaires pour les

personnes, les biens et l'environnement.

Les FDS doivent être fournies, à jour, par le fabricant ou l'importateur du produit chimique dangereux et mises à disposition de tous les intervenants qui sont susceptibles de manipuler le produit. Les expéditeurs doivent donc s'assurer que les FDS soient disponibles pour chaque produit qu'ils vendent et qu'elles soient à jour.

*L'étiquetage de danger CLP** et transport est une indication visuelle pour prévenir les dangers.*

Les étiquettes de danger sont des indications visuelles qui permettent de reconnaître facilement les dangers des produits chimiques. Suivant le règlement CE 1272/2008, elles comportent des pictogrammes de danger, des mentions de dangers et des conseils de prudence notamment.

Les expéditeurs doivent veiller à ce que les produits soient correctement étiquetés, que les étiquettes soient clairement visibles sur les emballages et que leur aspect soit conforme aux exigences réglementaires.

RESPONSABILITÉ DU TRANSPORTEUR

Les emballages homologués ONU

Hormis les envois sur les régimes de quantités exemptées et limitées, toute marchandise dangereuse devant être expédiée (y compris les déchets dangereux) doit être emballée en conditionnement adapté et homologué pour le transport des marchandises dangereuses (TMD).

Le document de transport

A l'exception des expéditions par route sur les régimes des quantités exemptées et limitées, toute marchandise dangereuse doit être accompagnée d'un document de TMD cor-

rectement complété et adapté au mode de transport principal.

Le choix du transporteur

Le transporteur routier devra répondre aux exigences des réglementations en termes d'équipements, de placardage, d'arrimage, de formations, de nomination d'un conseiller à la sécurité.

En conclusion, le transport de produits chimiques dangereux est une activité qui comporte des risques importants pour la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement. Pour prévenir les accidents et les amendes (parfois très importantes), il est impératif de respecter les réglementations en vigueur. Expéditeur et transporteur ont donc chacun un rôle à jouer dans la prévention des risques.

Christophe Sintez
Gérant
Legichem

*ADR : Accord européen pour le transport de marchandises dangereuses par route • IATA : Réglementation internationale pour le transport de marchandises dangereuses par voies aériennes • IMDG : Réglementation internationale pour le transport de marchandises dangereuses par voies maritimes • ADN : Accord européen pour le transport de marchandises dangereuses par voies navigables intérieures • RID : Règlement relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies ferrées

**CLP : Réglementation relative à la Classification, l'Étiquetage et l'emballage des substances et mélanges dangereux

Vous avez jusqu'au 31 décembre 2024 pour vous mettre en conformité avec la récente actualisation des catégories objectives de salariés. Êtes-vous concerné ? Quelles sont les démarches à mener ? Dans quels délais ?

Lorsqu'un employeur met en place un régime collectif et obligatoire de retraite, de santé ou de prévoyance complémentaire, il doit respecter certaines conditions afin de bénéficier de l'exonération de cotisations sociales pour sa contribution financière aux régimes mis en place.

UNE CATÉGORIE OBJECTIVE, C'EST QUOI ?

Une « *catégorie objective* » se définit en fonction de l'un des 5 critères (associés ou non) suivants, autorisés par la loi :

- L'appartenance aux catégories de cadres et non-cadres issues de la CCN du 14 mars 1947 (les références sont devenues caducs avec la réforme) ;
- Le seuil des tranches de rémunération issues de la

CCN du 14 mars 1947 et de l'ANI du 8 décembre 1961 (les références sont devenues caducs avec la réforme) ;

- Les catégories issues des classifications professionnelles des conventions collectives ;
- Les sous-catégories issues des classifications professionnelles des conventions collectives ;
- L'appartenance à des catégories issues d'usages constants, généraux et fixes dans une profession, ou issues de régimes légalement ou réglementairement obligatoires.

QUELS CHANGEMENTS ?

Le décret du 30 juillet 2021, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022, a pour objet d'adapter et d'actualiser les références faites aux anciens accords

de retraite complémentaire cadres/non-cadres de base. Selon les cas de figure, vous devrez ainsi utiliser les catégories objectives suivantes :

- Ensemble du personnel ;
- Salariés relevant de l'art. 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017/salariés ne relevant pas de l'art. 2.1 de l'ANI du 17 nov. 2017 (ex-art. 4 de la CCN de 1947) ;
- Salariés relevant des art. 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17 novembre 2017/salariés ne relevant pas de l'ANI du 17 novembre 2017 (ex-art. 4 et 4 bis de la CCN de 1947).

Pendant la période transitoire

Le traitement social de faveur ne sera pas remis en cause à condition qu'aucune modification relative au champ des bénéficiaires n'intervienne dans l'acte de mise en place du régime avant le 31 décembre 2024.

Les régimes en cours à la date du 1^{er} janvier 2022 bénéficient d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2024, afin de laisser aux entreprises et aux branches le temps de se mettre en conformité.

Le critère objectif de la rémunération a également été modifié. Ce seuil de rémunération doit dorénavant être fixé en fonction du Plafond Annuel de la Sécurité sociale (PASS), avec un seuil de rémunération égal à ce plafond ou à 2, 3, 4 ou 8 fois ce plafond. Les salariés dont la rémunération excède 8 fois ce plafond ne peuvent pas constituer une catégorie objective.

Le décret ne modifie pas les trois autres critères, à savoir les catégories et sous-catégories des classifications professionnelles des conventions collectives, et l'appartenance aux catégories issues d'usages constants, généraux et fixes dans une profession, ou issues de régimes légalement ou réglementairement obligatoires.

Fatima Dehak
Juriste assurance
Direction Expertise Réglementaire
Groupe VYV

BRÈVES

AGENDA SSE

Le Département Santé, Sécurité et Environnement de France Chimie IDF vous propose de vous inscrire aux formations suivantes :

- 21 septembre : « Les fondamentaux de la douane » avec FECHIM Services à Puteaux ;
- 3 octobre : « Notification aux centres antipoison (PCN) : maîtriser la nouvelle déclaration harmonisée des mélanges avec l'outil IUCLID 6 » avec ATOUT CHIMIE à Puteaux ;
- 5 octobre : « ADR 2023 » avec FECHIM Services à Puteaux ;
- 7 novembre : « Comprendre le règlement des produits bio-

cides sans être expert » avec ATOUT CHIMIE à Puteaux.

Inscription :
a.aullet@chimie-idf.fr

« LES JOURNÉES DE LA MATIÈRE DANGEREUSE »

Les 7 et 8 novembre 2023 se tiendront « les Journées de la Matière Dangereuse » à Lyon. Un événement sectoriel inédit qui réunit tout l'écosystème de la « MD » pour répondre à toutes vos problématiques d'expédition, emballages, stockage, transport, fourniture d'équipements, logiciels spécialisés, formation et conseil.

Informations :
info@solutionstmd.com



20 ANS !

Venez fêter les 20 ans du Village de la Chimie lors de sa prochaine édition des 1^{er} et 2^{es} mars 2024 !

Venez également trouver vos futurs collaborateurs et apprentis en réservant sans tarder un stand ! Votre concours est, en effet, indispensable pour porter, avec succès, cet événement incontournable pour la Profession.

Inscription :
g.le.maire@chimie-idf.fr

CCNIC & DURÉE DU TRAVAIL

Le Département Social et Relations Humaines de France

Chimie IDF animera à l'intention des entreprises de la Profession sa formation traditionnelle consacré à « la CCNIC : ses spécificités ».

- le 14 septembre à Puteaux (Ile-de-France) ;
- le 19 septembre à Dijon (Bourgogne-Franche-Comté).

Il animera également son séminaire sur « la Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques ».

- le 5 octobre à Lille (Nord-Pas-de-Calais) ;
- le 12 octobre à Puteaux (Ile-de-France).

Information et inscription :
inscription@afic.org



Diffusez gratuitement vos offres et trouvez vos futurs talents sur le premier site d'offres d'emploi dans la Chimie !

Informations :
www.chimie.work